



Rencontre nationale « Ran'Eau » 2013

Les acteurs locaux et la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
Perspectives 2014-2016 de Ran'Eau

Vendredi 6 décembre 2013
8h30 - 16h30
Hôtel Ibis à Ankorondrano



Organisée par l'Ambassade de France, le Service de Coopération et d'Action Culturelle, le CITE et le pS-Eau en collaboration avec le Ministère de l'Eau et les partenaires du Réseau

Animée par le CITE



GRANDLYON



Ran'Eau : Compte-rendu de la réunion institutionnelle du 6 décembre 2013

SOMMAIRE

Sommaire	2
Programme de la journée.....	3
I - Introduction.....	4
II - Contexte	5
III - Objectifs de la rencontre	5
IV - Déroulé de la rencontre	5
IV.1 – La GIRE.....	6
A - Rappel des enjeux de la GIRE.....	6
B – Le Cadre Juridique et Institutionnel de la GIRE.....	7
C – Retour d’expériences des acteurs de terrain	9
C.1 - Le partage de l’eau à l’échelle communale : expérience du Grand Lyon dans la région Haute Matsiatra.....	9
C.2 - Application environnementale de la GIRE : expérience de Conservation International (CI)	11
C.3 - Le processus entamé de la gestion des ressources en eau, cas de la Commune de Miandrivazo : expérience ONG E.C.Associates/WaterAid.....	13
C.4 - La planification locale : expérience du Gret/Méddea	15
D - Les questions, remarques et suggestions sur la GIRE	16
IV.2 – Ran’Eau.....	17
A – Bilan Activités 2011-2013	17
B – Perspectives 2014-2016	18
B.1- Les enjeux.....	18
B.2 - Les orientations 2014-2016.....	19
V – Synthèse - Conclusion.....	20

PROGRAMME DE LA JOURNEE

Animation : Mme Haingonirina RANDRIANARIVONY, Directrice Générale du CITE

8h30 - 9h00 : Accueil des participants

9h30 - Introduction

Allocution d'ouverture :

- M.Philippe GEORGEAIS, Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle, Ambassade de France
- Mme Bebiarivola RAKOTO, Secrétaire Général du Ministère de l'Eau

Ordre du jour :

- Mme Haingonirina RANDRIANARIVONY, Directrice Générale du CITE

10H15 - Rappel des enjeux de la GIRE à Madagascar

- Mme Haingonirina RANDRIANARIVONY, Directrice Générale du CITE

10h30 - Le cadre juridique et institutionnel de la GIRE

- M. Raymond RANDREMA, Directeur de la Gestion des Ressources en Eau, Ministère de l'Eau

10H45 : Pause café

11H00 - Retour d'expériences des acteurs de terrain

- Le partage de l'eau à l'échelle communale : expérience du Grand Lyon dans la région Haute Matsiatra
- Application environnementale de la GIRE : expérience de Conservation International
- Le processus entamé de la gestion des ressources en eau, cas de la Commune de Miandrivazo : expérience ONG E.C.Associates/WaterAid
- La planification locale : expérience du Gret/Méddea

12H00 : Discussions et échanges

12H30 : Pause déjeuner

14H00 – Bilan et perspectives du réseau Ran'Eau

- Présentation des principales conclusions de l'évaluation, M. Pierre Marie GRONDIN, Directeur du pS-Eau
- Perspectives 2014-2016 pour le réseau Ran'Eau, Mme Haingonirina RANDRIANARIVONY, Directrice Générale du CITE

15H00 - Discussion et échanges avec les participants

- Quels besoins pour le secteur de l'eau et l'assainissement à Madagascar ?
- Quels appuis sont-ils nécessaires, à quel niveau et comment les apporter ?
- Quelles orientations donner à Ran'Eau pour y satisfaire ?

16H00 - Conclusion - Clôture

- Synthèse de la journée, M. Patrick RASOLOFO, Directeur du Pôle Information, CITE

16H30 : Café

I - INTRODUCTION

La rencontre institutionnelle Ran'Eau de cette année 2013 a deux objectifs principaux : rappeler les enjeux liés à la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et partager le bilan des activités 2011-2013 du réseau Ran'Eau et ses perspectives pour la période 2014-2016. Organisée par l'Ambassade de France, le Service de Coopération et d'Action Culturelle, le Cite et le pS-Eau en partenariat avec le Ministère de l'Eau, elle a regroupé quatre vingt quinze participants issus de différents entités et organismes (ministères, collectivités, coopération décentralisée, ONG, partenaires techniques et financiers, bureaux d'étude et entreprises privées).



Par rapport à la GIRE, les échanges couvrent plusieurs domaines :

- la vision,
- le cadre légal et institutionnel,
- les stratégies de mise en œuvre,
- et le partage des différentes expériences des acteurs de terrain.

Quant aux activités du réseau Ran'Eau, il s'agit de définir les grandes orientations pour 2014-2016, en tenant compte de l'évaluation faite en octobre 2013 et des préoccupations des membres du réseau.

II - CONTEXTE

Si Madagascar dispose d'un potentiel important au niveau des ressources en eau, les questions de la qualité des eaux et de la répartition de ses différents usages se posent fréquemment.

La dégradation de la qualité des ressources est liée à des facteurs environnementaux d'origine naturelle (érosion), indirectement provoqués par l'homme (déforestation, mauvaise gestion dans l'aménagement de l'espace) ou suite à des actions directes de l'homme sur la nature (pollution, notamment due à l'absence d'assainissement). Par ailleurs, les conflits liés aux différents usages d'une ressource en eau (irrigation, eau potable, usage industriel...) sont fréquents, et la majorité des projets de réalisation de captages pour l'eau potable y sont confrontés.

La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) vise à la préservation de la qualité de l'eau et à l'utilisation rationnelle des ressources à travers une gestion participative impliquant l'ensemble des acteurs concernés et une coordination des différents sous-secteurs.

Les membres du réseau Ran'Eau, espace d'échanges entre les acteurs locaux impliqués dans le développement de l'accès à l'eau et à l'assainissement à Madagascar, sont tous plus ou moins directement confrontés à ces questions relatives à la gestion des ressources en eau.

Après un premier atelier d'échanges tenu à Fianarantsoa le 16 novembre 2011 puis la capitalisation sous forme d'un cahier technique de différentes expériences menées par des acteurs locaux, Ran'Eau propose de restituer les enseignements de ces travaux et d'en débattre avec les représentants des institutions et partenaires techniques et financiers concernés par cette thématique.

III - OBJECTIFS DE LA RENCONTRE

La rencontre a pour objectifs :

- 1- De rappeler **les enjeux** liés à la Gestion Intégrée des Ressources en Eau
- 2- De présenter **le cadre juridique et institutionnel** de la GIRE
- 3- De présenter et de débattre **des retours d'expérience des acteurs de terrain**
- 4- De **proposer les activités futures du réseau Ran'Eau** sur la période 2014-2016 **et en débattre.**

IV - DEROULE DE LA RENCONTRE

L'animation de la journée fut assurée par la Directrice Générale du CITE, Mme Haingonirina RANDRIANARIVONY.

Le Conseiller de Coopération et d'Action Culturelle à l'Ambassade de France, M. Philippe GEORGEAIS, a ouvert le discours officiel en invitant l'assistance à accorder une minute de recueillement en hommage à M. Nelson MANDELA. Enchaînant son discours par un bref rappel de l'historique du réseau Ran'Eau, en soulignant l'importance du rôle et de



la place que le réseau remplit pour le développement social de la population malgache, il mit en exergue l'appui que le SCAC lui a apporté depuis sa création en 2009, et a marqué son approbation pour la politique des différents échanges-débats suivis de visites de terrains que Ran'Eau a organisés depuis. Il a alors encouragé le réseau à élargir encore son action par la mobilisation d'autres partenaires dans les années à venir, ce qui ne pourrait qu'être bénéfique pour le développement en général du pays. Ce sera toujours un honneur pour le SCAC de parrainer de tels projets. C'est pourquoi il a réitéré ses remerciements au CITE.

Ensuite, le Secrétaire Général du Ministère de l'Eau, Mme Bebiarivola RAKOTO, a ouvert officiellement la réunion en mettant en relief les résultats positifs obtenus par le réseau, dont, entre autres, la signature de protocole de collaboration entre la Ministère de l'eau et le Ministère de la Décentralisation.

La matinée fut consacrée à la thématique GIRE, un rappel des enjeux et du cadre juridique et institutionnel avec des retours d'expériences d'acteurs sur le terrain, et l'après-midi dédié aux activités du réseau Ran'Eau, son bilan durant ses trois premières années 2011-2013 et surtout ses perspectives pour la période 2014-2016.

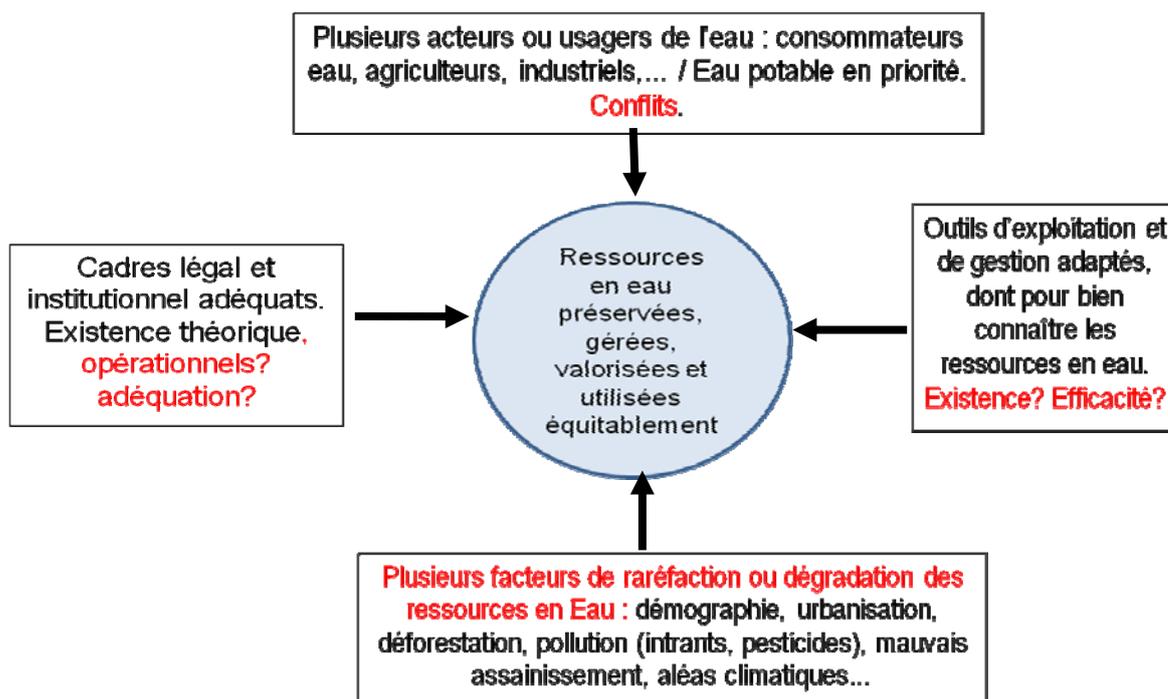
IV.1 – LA GIRE

A - RAPPEL DES ENJEUX DE LA GIRE

Par Mme Haingonirina RANDRIANARIVONY, Directrice Générale du CITE

Les enjeux sur la GIRE sont énormes et complexes. C'est sur cette séquence que la Directrice Générale du CITE a introduit la thématique par une présentation schématique de la situation.

Cadrage et enjeux de la GIRE



Comment agir localement :

- Approche « territoriale » : fokontany, commune, intercommunalités face aux bassins versants,
- Démarche participative, de toutes les parties prenantes,
- Démarche multisectorielle,
- Prise en compte des éléments opérationnels des cadres institutionnel et juridique.
- etc.

Particularité :

Application, voire conciliation possible de quelques principes fondamentaux de la GIRE par les acteurs locaux.

⇒ Place aux retours d'expériences

B – LE CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DE LA GIRE

Par M. Raymond RANDREMA, Directeur de la Gestion des Ressources en Eau, Ministère de l'Eau

Le Directeur de la Gestion des Ressources en Eau a commencé son intervention par la définition de la GIRE :

- Par le Partenariat Mondial de l'Eau (GWP) : « La GIRE est un processus qui favorise la coordination entre développement et gestion des ressources en eau, des terres et des ressources associées afin de maximiser le bien-être économique et social qui en

résulte, de façon équitable et sans compromettre la pérennité des écosystèmes vitaux ».

- Par l'USAID : « La GIRE est un processus participatif de planification et de mise en œuvre fondé sur une solide connaissance scientifique, qui rassemble les acteurs afin de déterminer comment satisfaire à long terme les besoins de la société en eau et en ressources côtières, tout en maintenant les services écologiques essentiels et les avantages économiques. La GIRE aide à protéger l'environnement mondial, à favoriser la croissance économique et le développement agricole durable, à promouvoir la participation démocratique dans la gouvernance et à améliorer la santé humaine».

Ensuite, il a rappelé les textes et lois se rapportant à la GIRE :

Loi N° 98 – 029 du Code de l'eau ayant pour objet :

- La domanialité publique de l'eau ;
- La gestion, la conservation, et la mise en valeur des ressources en eaux ;
- L'organisation du service public de l'eau potable et de l'assainissement collectif des eaux usées domestiques ;
- La police des eaux ;
- Le financement du secteur de l'eau et de l'assainissement ;
- L'organisation du secteur de l'eau et de l'Assainissement.

Et portant sur :

- La gestion des ressources en eaux : Art. 1, 9, 10 à 36,
- L'organisation du secteur de l'eau et de l'assainissement :
 - Le Fonds National pour les Ressources en Eau (FNRE) : Art. 73
Décret N° 2008/397 fixant les modalités de la mise en place et gestion du Fonds National pour les Ressources en Eau (FNRE).
 - L'Autorité Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANDEA) : Art. 75 et 77
Décret N° 2003-192 modifié par le décret 2004-532 du 11 mai 2004 : fixant l'organisation, les attributions et le fonctionnement de l'ANDEA.
Arrêté N° 18230/2008 déléguant la tutelle technique et administrative de l'ANDEA au Ministère de l'Eau
 - Les Agences et Comités de bassin : Décret N° 2003/191 portant création des Agences de bassin et fixant leur organisation, attribution et fonctionnement.
 - Les redevances : Décret n° 2003/792 relatif aux redevances de prélèvements et de déversements.

C.1 - Le partage de l'eau à l'échelle communale : expérience du Grand Lyon dans la région Haute Matsiatra

Par M. François Simon, Responsable projet, Grand Lyon

Le Responsable de projet de Grand Lyon a partagé deux expériences en matière de GIRE dans la Région Haute Matsiatra :

- La première, le **projet AGIRE** (Amélioration de la gestion intégrée des ressources en eau dans la Région Haute Matsiatra) sur la protection et la préservation de la source d'Antarambiby en 2006 où l'action se rapporte sur la mise en place de dispositif de surveillance de la source.

Bilan du travail mené entre 2006 et 2010 :

Les avancées

- Meilleures connaissances de la ressource en eau sur Antarambiby,
- Amélioration de la qualité environnementale d'Antarambiby,
- Le travail réalisé sur Antarambiby a été prolongé par le Ministère de l'Eau et la Jirama.

Les limites

- Le travail sur l'échelle régionale n'a pas été un franc succès,
 - Travail trop « abstrait » qui intéresse moins les acteurs, plus focalisés sur l'échelle locale, dans un contexte de faible accès à l'eau potable,
 - Les agences de bassins ont souffert du manque d'appui de l'ANDEA qui était à l'époque en phase de création.
- La seconde, le **projet CAP'Eau** (2012-2015), qui est d'actualité, et concerne le mariage de deux projets sur un même site qui se rapportent respectivement sur l'adduction d'eau potable et l'agriculture. Pour éviter le conflit d'usage, la gestion des ressources en eau est au cœur des activités.

Cas pratique de l'approche GIRE à l'échelle communale, exemple de Nasandratrony, dans le district d'Isandra

Situation initiale sur la commune : la priorité de la commune est d'alimenter en eau le chef-lieu qui ne dispose d'aucune infrastructure d'eau potable.

Ce réseau doit alimenter 2 200 habitants et 1 950 écoliers mais les sources disponibles sont peu nombreuses et exploitées en grande partie pour l'agriculture, ainsi, il est indispensable de développer une démarche de gestion intégrée des ressources en eau pour :

- Répondre au besoin d'eau potable (création d'une adduction d'eau),
- Pérenniser la ressource en eau (protection en amont),
- Limiter les conflits d'usage (accompagner l'évolution des pratiques agricoles en aval).

Sur la démarche GIRE, les organismes ETC Terra et Agrisud sont mobilisés avec le soutien du SCAC de l'Ambassade de France.

En préalable élaborer la planification communale => Réalisation de PCDEA pour chaque commune en 4 phases : inventaire, diagnostic, recommandation et élaboration de fiches-actions ou APS.

Les thèmes de travail portent sur :

- Infrastructures d'eau potable (rénovation, extension et création de réseaux)
- Assainissement et hygiène (« Hard & Soft »)
- Environnement (protection des bassins-versant stratégiques, ressources forestières...)
- Structuration du service public communal de l'E&A et appui aux gestionnaires délégués.

Volet accès à l'eau

Sources captées	5 (débit total de 1 l/s)
Filtre à sable	1
Réservoir	45 m ³
Points d'eau	27 dont 5 équipés de lave-mains (écoliers)
Linéaires	12 863 m
Bénéficiaires (n)	2 200 habitants et 1 950 écoliers

Volet assainissement

- Blocs sanitaires envisagés dans les équipements scolaires,
- Campagne de sensibilisation menée par l'Agent Communal de l'E&A pour encourager les ménages à construire des latrines familiales. Ce dernier a déjà été formé pour mener à bien cette mission.

Volet accès aménagement bassin et agro-écologie

- Elaboration du plan d'aménagement du bassin versant de Zambazamba : cartographie participative, sensibilisation sur les enjeux, choix parmi les options techniques,
- Protection et accroissement des ressources en amont : système agro-forestier adapté au contexte, courbes de niveau, embocagement, SCV, PDP...,
- Utilisation économe de la ressource en eau en aval : sur la riziculture irriguée (15ha) technique de SRI. Sur les cultures maraîchères (maîtrise de l'eau, maintien de l'humidité du sol...)

Sur les deux volets :

- Processus de formation continue afin de pérenniser les actions,
- L'impact des aménagements sur la ressource sera évalué en vue de dupliquer la démarche sur d'autres sites.

Conclusion : en terme de GIRE, travailler sur un petit territoire (échelle communale) est plus efficace.

C.2 - Application environnementale de la GIRE : expérience de Conservation International (CI)

Par Mme Luciano ANDRIAMARO, Directeur Département Sciences, Conservation International

Le Directeur du Département Sciences de Conservation International a souligné que l'aspect environnement tient une grande place dans la GIRE.

La stratégie globale de Conservation International dans l'application de l'approche GIRE consiste en : l'intégration des dimensions de développement durable spécifiquement sociales, environnementales et économiques pour l'atteinte au bien-être durable. Bien-être durable de la population (en particulier celle qui vit autour des aires protégées) à travers l'eau, la nourriture, la résilience au climat et les conditions de vie.

Conservation International aide la société pour faire de la conservation de la nature la fondation du développement dans le but d'améliorer le bien-être humain, et ce, suivant trois grands piliers :

- le capital naturel à conserver,
- la bonne gouvernance à appliquer,
- la production et la consommation durables à maintenir.

La sécurité en eau vise à assurer la capacité de l'écosystème d'eau douce de fournir durablement les services en eau en aval pour les communautés nécessiteuses, indépendamment ou non de la demande.

Objectif : Partager équitablement les avantages fournis par la nature dont la mesure se fait par la priorisation de l'eau, l'objectif est de : protéger et restaurer 20% de l'écosystème qui assure la pérennisation des services en eau douce et faire bénéficier plus de 500 millions de personnes et 126,000 espèces.

Trois étapes sont indispensables pour atteindre cet objectif :

- Comprendre : il est important de voir et d'analyser l'eau sous ses aspects à la fois positifs et négatifs ;
- Gérer : la protection et la restauration de l'infrastructure naturelle qui maintiennent la disponibilité en eau, en amont comme les forêts, les habitats de la biodiversité ainsi que les services fournis en aval comme agriculture, élevage, WASH, énergie, culture ;
- Valoriser : il faut évaluer les services en eau fournis à partir des stocks, flux/disponibilité afin de permettre aux décideurs dans l'incitation économique à la protection des ressources en eau.

Leur stratégie est similaire que ce soit à Madagascar ou dans les autres pays, sauf qu'à Madagascar les eaux transfrontalières n'existent pas vraiment. Même si leurs actions sont plutôt en amont, ils considèrent toujours l'ensemble (de l'amont en aval) comme une infrastructure naturelle dont sa protection garantit la pérennisation des services en eau.

Pour Madagascar, les interventions sont focalisées sur la promotion de la conservation des paysages d'eau douce. Les actions consistent à une gestion intégrée des bassins versants, la protection des écosystèmes naturels, en amont, et la conservation des habitats et les services offerts par l'eau douce (nourriture, eau potable, énergie, santé, etc.), en aval.

Conservation International intervient à Nosivolo, rivière très importante pour la vie de la population autour des districts de Marolambo, Mahanoro et Fandriana. Différentes actions sont menées allant de la conservation des espèces de poissons en danger à la mise en œuvre d'actions WASH.

Problèmes en général :

- Pression croissante sur les ressources en eau,
- Impacts des pollutions,
- Variabilité de l'eau dans le temps et dans l'espace,
- Populations sous stress pour l'eau,
- Crise de la gouvernance de l'eau,
- Vulnérabilité au Changement Climatique
- ...

Défis :

- Sécurité en eau pour toutes utilisations (production alimentaire, énergie, élevage, WASH, ...),
- Protection des écosystèmes vitaux,
- Développement d'autres activités réduisant la pollution,
- Gestion des risques,
- Collaboration intersectorielle,
- Volonté politique d'agir.

Principes :

- Eau, une ressource vulnérable et tarissable,
- Approche participative,
- Rôle importante de la femme,
- Valeur et bien économique de l'eau,

Les messages clés :

- Eau douce est un habitat naturel et fournit les ressources vitales mais c'est l'écosystème la plus menacée;
- Plusieurs services fournis par l'eau sont compromis par les pressions qui s'y exercent
- La plupart des zones importantes se trouvent dans les aires protégées qui méritent plus d'investigation en matière de protection de sources en amont et la disponibilité pour les services en aval.
- L'écosystème d'eau douce et toutes ses ressources doivent être compris, gérés et valorisés
- Pour un développement durable, la gestion doit se faire de l'amont (source) à l'aval (récif)

- L'eau, l'élément essentiel commun, doit être gérée d'une manière durable dans tous les secteurs concernés (intégration).

En conclusion, la GIRE exige une bonne gouvernance pour tous les secteurs et il faut toujours veiller à ce que la production et la consommation soient durables.

- ⇒ Partager équitablement les bénéfices provenant de la nature,
- ⇒ Mesurer le bien-être à travers les bénéfices à travers le climat, les conditions de vie, et priorité à l'eau.

Les acteurs de l'EPAH peuvent s'appuyer sur les travaux de CI pour montrer que l'on peut mobiliser des moyens techniques et financiers sur les actions d'Eau et d'Assainissement contribuant au maintien des écosystèmes fragiles.

C.3 - Le processus entamé de la gestion des ressources en eau, cas de la Commune de Miandrivazo : expérience ONG E.C.Associates/WaterAid

Par M. Hery RAKOTOMANANTSOA, Représentant, ONG E.C.Associates

Problématiques

Gouvernance de l'eau:

- Gestion en régie et non application des textes réglementaires ;
- Non équité du service de distribution de l'eau ;
- Gaspillage d'eau ;
- Manque de transparence et de redevabilité en termes financiers ;
- Insuffisance de partage d'information et manque de civisme de la part des citoyens ;
- Inexistence de structure d'interpellation.

Problèmes techniques et environnementaux

- 7 sources collinaires exploitées : Telomita, Rasalimo, Piscine Gasy, Tsiakantitra, Lakana, Morarano, Talatala dont 3 barrages ;
- Les qualités et quantités de l'eau sont antérieurement médiocres (par exemple, la source RASALIMO assurant un débit de 35 m³/s alimente un réservoir de 200 m³, turbidité élevée) ;
- État et caractéristiques des Bassins Versants : sols dénudés, pente forte des bassins, BV parmi les zones les plus touchées par les feux de brousse périodiques ;
- Infrastructures vétustes, le puits de Mahajilo et les réservoirs métalliques non fonctionnels.

Actions identifiées / planifiées

Gouvernance de l'eau:

- Adoption de la gestion par délégation de service ;
- Renforcement de la capacité du Maître d'Ouvrage ;
- Éducation citoyenne à la préservation des ressources en eau ;
- Mise en place de la plateforme locale des consommateurs.

Technicité et environnement:

- Normalisation : des services, des débits, de la qualité de l'eau, des ouvrages et des réseaux ;
- Protection des BV à travers approche intégrée multisectorielle.

Approches

Responsabilisation locale

- Implication de la Commune dans tout le processus ;
- Implication de la population riveraine de la zone de bassin de captage ;
- Collaboration avec le STD (Service Eau et Forêt, CISCO, SSD, Force de l'ordre, etc...) ;
- Implication du Fermier dans l'activité GIRE.

Renforcement des capacités des acteurs locaux

- Renforcement de capacité institutionnelle de la Commune sur la Maîtrise d'Ouvrage
- Renforcement de capacité des acteurs locaux à la préservation durable des ressources.

Réalisations

- Gestion par affermage ;
- Études et recherches : Etude d'Impact Environnemental (EIE), recherche pour la préservation durable des ressources en eau de Miandrivazo, étude pour la mise en place de la plateforme locale des consommateurs ;
- Vulgarisation des textes réglementaires du secteur ;
- Normalisation : des services, des débits, de la qualité de l'eau, des ouvrages et des réseaux ;
- Activités relatives à la protection à travers approche GIRE multisectorielle :
 - Délimitation virtuelle des BV,
 - Plan d'action communal GIRE,
 - Reboisement des BV,
 - Arrêté communal stipulant l'interdiction de toutes activités humaine dans la zone des BV,
 - Installation des panneaux de signalisation autour des périmètres des zones de captage.

Les principales leçons tirées de l'application de la GIRE à Miandrivazo :

- La nécessité d'assurer une continuité du processus intégré (multi-acteurs/secteurs) ;
- La désignation à chaque étape de : « Qui assure le leadership ? » ;
- L'adaptation de l'approche GIRE et de ses outils de mise en application au niveau local ;
- La nécessité de l'implication maximale des Autorités Locales dans la GIRE et le renforcement de leurs compétences ;
- L'importance du développement du partenariat et de la coordination multisectorielle pour la GIRE ;
- L'importance de la mise en place et de l'opérationnalisation d'une structure locale d'écoute des populations et d'interpellation des autorités ;
- Le rôle de catalyseur du Fermier dans la GIRE.

Les perspectives envisagées en matière de GIRE dans ce processus :

- La mise en place et l'opérationnalisation d'un système de base d'information concernant les BV et les ressources en eau ;
- La délimitation et la protection physique des BV issues de la recherche pour la préservation durable des ressources en eau de Miandrivazo ;
- La mise en place et l'opérationnalisation du Comité Communal GIRE ainsi que l'appui à l'établissement d'un Plan d'Action local intégré GIRE ;
- L'opérationnalisation de la Structure locale d'interpellation pour la préservation des ressources en eau.

C.4 - La planification locale : expérience du Gret/Méddea

Par M. Mamisoa ANDRIAMIHAJA, Chargé de programme, GRET

Méddea Madagascar : Mécanismes durables de développement de l'accès à l'eau et à l'assainissement à Madagascar

L'approche Méddea consiste à accompagner la commune à mieux connaître la situation réelle sur l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans sa zone ainsi qu'à planifier les activités. La commune est dotée d'un plan communal de développement de l'accès à l'eau et à l'assainissement (PCDEA) dont l'élaboration a nécessité une forte implication du comité eau et assainissement communal.

L'objectif d'un PCDEA est d'avoir : un inventaire des équipements et ressources, un diagnostic des besoins, et une priorisation des projets à réaliser :

- Des inventaires ont abouti à un diagnostic précis de la situation : l'inventaire des localités et des institutions permet de définir les besoins, l'inventaire des infrastructures déjà existantes permet de voir quels besoins sont déjà couverts, l'inventaire des ressources permet l'ébauche des solutions pour répondre à ces besoins ;
- Une cartographie des ressources et des usages a ainsi pu être élaborée ;
- La population vivant essentiellement de l'agriculture irriguée, même si la loi priorise l'utilisation des ressources pour l'eau potable, il a été fondamental de trouver un équilibre entre l'utilisation pour l'eau potable et l'agriculture.

Constat dans les sites d'intervention de Méddea => Concurrence entre l'eau potable et l'agriculture :

Rappel sur le code de l'eau: « En cas de limitation de ressources en eau disponibles, **priorité est donnée à l'approvisionnement en eau potable** ».

Le cas de l'adduction d'eau du chef-lieu de la commune d'Ambohibary en est l'exemple. La source d'Ankadibe, située à l'est d'Antsamprandrano, a été choisie pour alimenter en eau son

bourg mais la population avoisinante de cette source s'est opposée au projet par peur de mettre en péril les activités de riziculture en aval.

Une réunion de concertation entre la Commune, la Direction de Génie Rural, le programme et la population a alors été organisée afin d'évaluer les besoins en eau en agriculture et en eau potable. Un travail participatif avec les paysans a permis de démontrer à la population la capacité de la source pour satisfaire les besoins de la population à la fois pour l'irrigation et pour l'eau potable.

Cette étape de concertation a permis aussi l'identification d'un projet d'amélioration de l'irrigation déposé à la Direction du Génie Rural de Vakinankaratra.

- ⇒ Inventaires des ressources en eau
- ⇒ Des projets en eau potable

D - LES QUESTIONS, REMARQUES ET SUGGESTIONS SUR LA GIRE

La Gestion durable et rationnelle des ressources en eau doit considérer de façon intégrée la conservation de l'environnement, la protection des bassins versants et des zones de captages et tous les usages de l'eau nécessaire à la vie et au développement.

A Madagascar, un dysfonctionnement global fragilise la ressource, son renouvellement et son accès pour tous. Quelques réalités méritent d'être soulignées.

La déforestation, les feux de brousses ainsi que les érosions qui s'ensuivent favorisent le ruissellement, ce qui fragilise la recharge des nappes souterraines et amplifie les inondations en saison des pluies et la sécheresse en période d'étiage.

Le tarissement des sources très souvent constaté aux alentours des aires protégées est l'effet combiné de la dégradation du couvert végétal et de la surexploitation des ressources en eau. L'utilisation des eaux de surface pour l'agriculture, la riziculture irriguée en particulier, ou pour des usages domestiques en général montre de nombreux gaspillages. L'exploitation excessive des eaux souterraines par des réseaux de forages très denses, surtout dans le Sud de Madagascar, entraîne le rabattement des nappes et l'augmentation de la salinité des eaux souterraines.

S'ajoutent à ces pratiques des pressions externes sans cesse plus fortes : la croissance démographique, l'urbanisation, l'expansion de l'agriculture, le changement climatique, etc. Les conséquences sur les ressources en eau sont déjà multiples :

- la ressource se raréfie : manque de recharge des nappes, phénomènes extrêmes (sécheresses et/ou inondations plus prononcées), période d'étiage plus longue, etc. ;
- sa qualité se dégrade : pollution en amont (souvent liée à un mauvais assainissement, à l'usage d'intrants ou pesticides, etc.), érosion ;

- son utilisation est conflictuelle : conflits entre irrigants et adduction d'eau potable, entre utilisateurs en amont et en aval, etc.

Si le concept de GIRE peut paraître complexe, nous nous attacherons ici à montrer qu'il peut être pris en compte de façon concrète par les acteurs de terrain dans le cadre des projets d'adduction d'eau potable ou d'assainissement, et apporter des solutions, ou du moins limiter les problèmes susmentionnés.

IV.2 – RAN'EAU

A – BILAN ACTIVITES 2011-2013

Ran'Eau : créé en 2009 , animé par le pS-Eau (en France) et le CITE (à Madagascar)

La coopération décentralisée et non gouvernementale AEPA à Madagascar : ça compte !

- 55 projets en cours (au 20/11/13)
- ~ 150 acteurs français impliqués (à parité associations / CT)
- une enveloppe annuelle autour de 7 M€ (budget total secteur E&A en 2010 : 37M€)

Avec quelques problématiques

- De nombreux acteurs se côtoient sans se connaître
=> chevauchement des activités dans une même localité, manque de synergie
- L'accès à l'information n'est pas pratique (contexte sectoriel, partenaires et prestataires potentiels, ...)
=> difficulté pour proposer un projet
- les PTF et institutions peuvent avoir tendance à ne pas connaître et prendre en compte la CDNG
- Les actions ne sont pas toutes en cohérence avec le cadre sectoriel

Quels objectifs pour le réseau Ran'Eau ?

- Ran'Eau a pour objectif de **soutenir la coopération décentralisée et non gouvernementale** : nombre d'actions, qualité des actions, cohérence.
- Pour cela, le réseau :
 - **Met à disposition des ressources** utiles aux acteurs du secteur (informations, outils)
 - **Conseille et oriente** les porteurs de projets Eau et Assainissement
 - **Organise des temps d'échanges**, en France et à Madagascar

De l'information pour agir : accessible en ligne: www.pseau.org/madagascar et www.cite.mg/raneau

- **Un portail web**, des mailings
- **Un atlas** recensant plus de 150 projets
- **Un annuaire** de plus 500 contacts à Madagascar
- **Une bibliothèque numérique** de plus de 100 documents

De l'appui-conseil individualisé

- Plus de 25 porteurs de projets accompagnés chaque année :

- à Madagascar (CITE : à Antananarivo et dans les 14 antennes locales réparties sur la Grande Ile)
- en France (pS-Eau : à Paris, à Lyon, à distance).

Des réunions d'échanges

- **19 réunions d'échanges** organisés depuis 2009 à Madagascar et en France, sur différentes thématiques du secteur de l'eau. Des réunions techniques et des réunions « institutionnelles ».
- 7 visites collectives de projets sur le terrain.

Des outils spécifiques

- Une « fiche pays »
- Un recueil descriptif de projets
- **Un guide pour agir**
- **Des cahiers techniques** : Assainissement, Modes de gestion, GIRE (à paraître), Maîtrise d'ouvrage communale (en cours).

Ran'Eau: quel bilan ?

- **Les points forts (cf. évaluation)**
 - Les ateliers d'échanges
 - Capitalisation dans les publications Ran'Eau
 - Les fiches « valorisation des projets »
 - Une BDD EAH constituée, une des rares réellement opérationnelle et à jour à Madagascar
 - De la diffusion d'information régulière auprès des acteurs malgaches
 - Une capacité d'accompagnement des acteurs améliorée
 - Un espace neutre de discussion entre pouvoirs publics et acteurs locaux.
- **Les points à améliorer (cf. évaluation)**
 - Faiblesse de l'accompagnement depuis Madagascar
 - Décentralisation de « l'offre Ran'Eau » limitée
 - Publications Ran'Eau adressées à un public « expérimenté »
 - Une faible utilisation de la BDD à Madagascar
 - Une difficulté à mobiliser des financements du réseau via les bailleurs sur place (crise).

B – PERSPECTIVES 2014-2016

B.1- Les enjeux

De nouveaux enjeux :

- Adaptation aux attentes des différents acteurs membres de Ran'Eau : CNDG, Communes, STD, petites associations, PTF divers, etc.
- Participation active des membres (face à l'élargissement du réseau Ran'Eau)
- Adaptation aux priorités aux objectifs post 2015
- Participation aux dynamiques d'échanges de l'Océan Indien.

⇒ Réflexion sur le rôle de Ran'Eau

B.2 - Les orientations 2014-2016

Ainsi pour compléter et améliorer son action, le réseau Ran'Eau prévoit dans son plan d'actions 2014 :

- La réalisation d'un observatoire sur l'accès à l'eau et à l'assainissement qui constitue un outil supplémentaire de suivi permanent et objectif des impacts des actions au niveau des ménages. Cet observatoire pilote sera testé dans la Région Itasy, avec l'appui de l'Institut de Recherche sur le Développement (IRD). Cet appui concernera la méthodologie, le traitement et l'analyse de données. Cette collaboration donnera une crédibilité scientifique des résultats publiés.
- La poursuite de l'appui aux acteurs locaux doit pouvoir faire « remonter » les expériences, attentes et besoins, en particulier lors de la réunion institutionnelle Ran'Eau. Le réseau doit continuer à faciliter la participation de ses membres aux instances décisionnelles, afin qu'ils portent leur voix (en leur nom ou au nom de leurs pairs).
- La poursuite de la formation de journalistes en E&A (journaliste professionnel E&A).
- L'offre de service sera catégorisée :
 - Acteurs partenaires de projets souhaitant partager ou confronter leur expérience,
 - Acteurs partenaires de projets souhaitant bénéficier d'information, de conseil,
 - Autorités locales : Communes et Direction Régionales de l'Eau ;
- Cela permettra une déclinaison de l'accompagnement :
 - Mise à disposition d'information (secteur E&A, méthodologie projet) -> Cite et ses antennes
 - Orientation, aide à l'identification des besoins, mise en relation (Cite siège)
 - Expertise (sous conditions) mobilisation des membres (contre rémunération)
 - Formations à la conception de projets E&A, aux bases du cadre sectoriel.
- Les réunions et ateliers organisés seront de plusieurs ordres :
 - **Ateliers techniques** : ouverts à un large public, en malgache, animation Cite, sur la base de retours d'expérience avec des interventions des autorités nationales.
 - **Groupes de travail** : ouverts à une dizaine d'acteurs fortement impliqués sur une problématique, animés et capitalisés par le pS-Eau ou un membre de Ran'Eau. Suivi inter-réunions du Groupe de Travail : peut servir de base pour la production des cahiers techniques, peut émettre des recommandations à porter par un ou des membres en leurs noms.
 - **Réunions institutionnelles** : ouvertes à un large public, avec une mobilisation auprès des autorités nationales malgaches et des PTF. Discussion autour d'un des sujets précédemment abordés par les membres de Ran'Eau + Bilan et perspectives Ran'Eau.

- La déclinaison des outils d'information et de sensibilisation sera la suivante :
 - **Cahiers techniques** : basés sur les retours d'expérience CDNG et sur les échanges dans le cadre de Ran'Eau, s'adressent à un public déjà un minimum averti.
 - **Guide d'intervention** : s'adresse à tout type d'acteurs souhaitant intervenir et ne connaissant pas le secteur E&A à Madagascar. Traduction en malgache.
 - **Documents et campagnes d'information** : s'adressent aux communes, Direction Régionale de l'Eau, et autres acteurs qui pourraient intervenir dans le secteur. Ex : résumé du cadre juridique, des attributions des communes, campagnes hygiène assainissement, etc. Supports de communication à adapter en fonction des publics et contextes.

L'équipe de Ran'Eau serait renforcée par un Volontaire spécialisé dans le domaine de l'E&A grâce à l'appui du Conseil Général de la Réunion, car les demandes sont de plus en plus importantes. Et le responsable informatique du Cite continuera à bénéficier d'appui pour le développement de système d'information géographique.

V – SYNTHÈSE - CONCLUSION

La GIRE ou Gestion Intégrée des Ressources en Eau

Madagascar dispose d'un potentiel important au niveau de ses ressources en eau, mais ces ressources sont soumises à des pressions croissantes :

- Expansion de l'agriculture (Cf. Exp. Grand Lyon)
- Déforestation, feux de brousse (CI)
- Changement climatique

Ces pressions sont à l'origine de multiples problématiques :

- La ressource se raréfie, problème de qualité d'eau
- Les problèmes d'usage : conflits d'usage (agriculture, adduction d'eau potable, tourisme, etc.)
- La qualité des ressources se dégrade

La GIRE est une approche qui vise à répondre à ces problématiques, avec quelques principes-clés :

- C'est une démarche qui demande de bien connaître les ressources en eau (comprendre), plans d'aménagement des bassins versants, cartographie, ... (Schéma directeur) ;
- C'est une démarche participative : prise en compte des besoins et intérêts des multiples usages de la ressource (agriculture, tourisme, usages domestiques, industries, etc.) pour bien répartir et planifier son usage ;
- C'est une démarche multisectorielle : secteur EAH, agriculture, tourisme, aménagement du territoire, industrie, ... => et qui demande une synergie des acteurs

- C'est une démarche qui passe par une organisation institutionnelle et juridique adaptée au niveau national, par bassins versants, comités des agences de bassins, (FNRE, ANDEA, ...)

Résultats

- Plan d'aménagement – Inventaire des ressources et des usages
- Protection et accroissement des ressources
- Utilisation économe de la ressource en eau
- Aboutissement à un développement durable, à une bonne gouvernance des ressources en eau.

Quelques verbes à retenir :

- Comprendre, gérer, valoriser
- Protéger, restaurer, pérenniser, appuyer, faciliter
- Responsabiliser, impliquer, s'approprier, payer

A considérer :

- Développement local
- Bassins / Sous-bassins
- Conscientisation sur les responsabilités des différents acteurs
- Systématisation des méthodes pour avoir des connaissances
- Vision plus pragmatique dans l'application de la GIRE
- En finalité : bien-être durable de la population

En bref, pour être efficace, une démarche GIRE doit se reposer sur :

- Une bonne connaissance des ressources en eau (inventaire, suivi...),
- La répartition et la planification de l'utilisation des ressources, selon un processus concerté prenant en compte l'ensemble des usagers (domestiques, industriels, agricoles...),
- La mise en place de mesures de protection de la ressource,
- Une organisation institutionnelle et juridique adaptée, au niveau national et par bassins versants.

Synthèse sur Ran'Eau

Ran'Eau :

- Au départ, appui à la coopération décentralisée et non gouvernementale française,
- Actuellement, appui à tous les acteurs du secteur EAH (opérateurs, ...)

Missions :

- Mise à disposition d'information (site web avec base de données : annuaire, documentation, guide, cahiers techniques, ...)
- Conseil et orientation des porteurs de projets Eau et Assainissement
- Organisation d'espaces d'échanges : ateliers techniques, visites d'échanges

Apports/points forts :

- Retours d'expériences
- Capitalisation des acquis
- Base de données actualisée et accessible
- Espace neutre de discussion
- Diffusion d'outils et d'information

Points à améliorer / Perspectives

- Mobilisation des financements du réseau Ran'Eau via les bailleurs sur place
- Accompagnement des porteurs de projets
- Décentralisation/Déclinaison/Délocalisation de l'offre de services Ran'Eau : Information - Orientation - Expertise - Appui conseil - Formation, en impliquant les antennes du CITE
- Renforcement (en nombre et techniquement) de l'équipe des animateurs du réseau pour diagnostiquer les enjeux locaux et mieux répondre aux attentes locales par rapport à Ran'Eau
- Adaptation des outils pour les cibles => communes (cahier technique simplifié et en version Malgache,
- Organisation d'atelier technique par type d'acteurs : travail approfondi par groupe puis restitution au sein de Ran'Eau
- Amélioration du site internet : plus attrayant et plus visible (conférences, forum sur twitter, etc.)

Questionnements :

- Statut juridique de Ran'Eau : informel/formel ?
- Faire attention aux rôles de Ran'Eau : jusqu'où on peut aller ? (Lobbying / plaidoyer / formulation de politique)
- Thématiques à approfondir : maîtrise d'ouvrage communale, concept GIRE et partage de responsabilité sur la GIRE, l'aspect coordination du secteur EAH, et les textes et lois en vigueur, le professionnalisme et la concurrence dans le secteur, les pistes de jumelage entre collectivités territoriales (malgache et française, etc.).

Mots-clés : neutralité, information, concertation, multi-acteurs, échanges, appui/facilitateur, objectivité, outils, contact/relation, arguments techniques